Résolution adoptée à la séance plénière du 23 juin 2020

Résolution du CESE 'Construire demain'

Déclaration du groupe Personnalités qualifiées

Jean Grosset : « La résolution propose de guider le travail de notre Assemblée pour les prochains mois. C'est sur ces questions que je voudrais insister.

Dans ce texte, tous les problèmes que nous rencontrons sont cités. Pour parler directement, la crise sanitaire diffère de toutes les crises connues pour des raisons de santé : l'économie, la production s'arrêtent ou se ralentissement considérablement.

Toutes les fractures, les inégalités connues sont accentuées ou d'autres surgissent.

Nous avons tous salué l'engagement de très nombreux habitants de notre pays dans cette période, l'altruisme, le courage, la solidarité...

La question de la relance est essentielle ; c'est l'articulation de l'activité partielle avec la reprise réelle de l'activité.

La difficulté de la situation est qu'il faut à la fois l'investissement pour les entreprises et l'emploi, et renforcer l'investissement public pour un modèle social adapté à la crise. Les deux sont intimement liés : relancer la production et assurer partout des services publics de qualité.

Il faut à la fois un pacte productif et poursuivre comme le demandent de nombreux avis du CESE et des mesures de la Convention Citoyenne pour le Climat, réduire l'émission des gaz à effet de serre...

Nous avons besoin d'une relance rapide mais aussi d'un service de santé qui réponde aux besoins de la population. On doit avoir un débat sur la dette. La dette ne peut certes pas s'effacer, mais il faut l'étaler dans le temps et ne pas tomber dans une politique de rigueur.

Pour aboutir, la ligne de conduite est le compromis et la confiance, le dialogue à tous les niveaux. Une situation d'affrontement serait catastrophique.

Le CESE peut être un de ces lieux où se passent les compromis, où se nouent les dialogues et la restauration de la confiance. C'est le dernier volet de cette résolution.

La lettre que nous préparons pour répondre au Président de la République va dans ce sens.

Notre futur avis sur l'État de la France, la commission temporaire sur les Générations nouvelles, l'avis sur l'hôpital s'appuyant sur une plateforme et sur les travaux d'une conférence le 2 juillet prochain, sont des éléments du débat pour sortir le mieux possible de la crise.

Sur ces objectifs, toutes les sections ont du travail pour les mois prochains, des avis à produire qui portent sur le court et le plus long terme. Cette résolution nous y invite. Je la voterai ».

Cécile Claveirole : « Je serai brève dans mon intervention, car je voterai contre ce projet de résolution, parce que ce texte ne mérite pas d'apparaitre comme une production du CESE, nous avons fait beaucoup beaucoup mieux d'autres fois !

Pour commencer quelques chiffres : 2 fois le mot agriculture, 1 fois le mot alimentation, 0 fois le mot nourriture, pendant les 9 pages de ce projet de résolution. En tout 4 lignes abordent la question agricole et alimentaire, sur les 352 lignes que nous examinons.

Plusieurs éléments me choquent dans cette rédaction : quelle valeur est accordée à la nourriture, à l'alimentation et en conséquence à la santé de nos concitoyens et au travail des paysannes et paysans, si dans un moment comme celui-ci, on n'en parle pas et ne consacre pas un minimum de préoccupations à ce sujet central ? N'est-ce pas important, pour vous, ce que vous mettez dans votre assiette trois fois par jour ? D'où ça vient ? Comment c'est fait ? Avez-vous une idée de ce que représente le travail de la terre, qui façonne les paysages que vous regardez - ou pas - dans notre pays ?

Certes on parle du Pacte vert pour l'Europe, d'une programmation pluriannuelle de l'industrie, de nouvelles règles budgétaires, et pourquoi pas d'une nouvelle agriculture ? Comment ignorer à ce point cette activité économique de première importance pour tous ?

Voulez-vous dépendre des productions polonaises, brésiliennes, chinoises, russes, pour savoir ce que vous mangerez demain ? La production agricole et alimentaire n'est-elle pas une question politique de première nécessité, une question sociale primordiale, une priorité qui doit être l'objet de toutes nos vigilances ? Une agriculture pleinement consciente du changement climatique et des nouvelles règles qu'elle doit s'appliquer pour rester vivante, nous avons le devoir de la réclamer à grands cris, si nous voulons être en bonne santé demain et préserver l'avenir de nos enfants.

Par ailleurs, pourquoi faire travailler les sections, si c'est pour ignorer les écrits réalisés ?

J'avoue que, aujourd'hui, je ne comprends pas notre façon de travailler, notre façon d'échanger pour ce projet de résolution. Il est très loin de ce que le CESE est capable de faire, et donc j'en suis très déçue et je voterai contre ».